



Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours

Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements,
et de la Transition Écologique

37044 Tours Cedex 9

<http://www.chu-tours.fr>

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Marché de fournitures courantes et de services



Ce marché comporte une clause environnementale

CCP	Procédure n° 2025-GHT-HOTEL-146	Page 1/23
-----	---------------------------------	-----------

I. TABLE DES MATIERES

PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE	4
II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC	5
Article 1. représentant du pouvoir adjudicateur	5
ARTICLE 2. REFERENTS DU DOSSIER	5
III. CARACTERISTIQUES DU MARCHE	7
Article 2. Objet du marché	7
Article 3. Description DU MARCHE	7
3.1. Type de marché	7
3.2 Procédure de passation	7
3.3 Forme du marché	7
3.4. Montant maximum du marché	8
3.5 Classification CPV	8
3.6. Décomposition en lots	8
3.6.1. Termes non couverts par l'accord cadre liés aux caractéristiques du besoin et spécifiés dans les marchés subséquents (pour les lots 1 à 12)	9
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE	9
4.1. Période initiale et reconduction	9
4.2. Délai d'exécution des prestations	9
Article 5. Pièces contractuelles	9
IV. PRIX ET REGLEMENTS	10
Article 6. Forme des prix	10
Article 7. Contenu des prix	10
Article 8. Modalités de révision des prix	10
8.1 Modalités de calcul de la révision	10
Article 9. Commandes sur catalogue	11
Article 10. Avances	11
Article 11. Retenue de garantie	11
Article 12. Acompte, règlement définitif et solde	11
Article 13. Présentation des demandes de paiement	11
Article 14. Délai de paiement	12
Article 15. Titulaire étranger	13
Article 16. Nantissement et cession de créance	13
V. EXECUTION	13
Article 17. Évolution technique, technologique ou réglementaire	13

Article 18. Ruptures d'approvisionnement	13
Article 19. Modalités d'émission des bons de commandes dans le cadre des marches subsequents	14
Article 20. Livraison des fournitures	14
Article 21. Vérifications quantitatives et qualitatives	15
Article 22. Propriété intellectuelle	16
Article 23. Garantie	16
Article 24. Exécution complémentaire	16
Article 25. Changements affectant le titulaire	16
Article 26. Assurance	16
Article 27. Discretion et confidentialité	17
Article 28. Clause environnementale	17
VI. DIFFERENDS ET LITIGES	17
Article 29. Pénalités	17
Article 30. Résiliation du marché	18
Article 31. Exécution aux frais et risques du titulaire	19
Article 32. Droit applicable et tribunal compétent	19
VII. DEROGATIONS AU CCAG	20
VIII – CLAUSES TECHNIQUES	21

PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) est un dispositif prévu par la loi de Santé 2016. Il constitue un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire, chacun conservant néanmoins son autonomie juridique et financière.

Il s'agit de se coordonner autour d'une stratégie de prise en charge commune et graduée du patient, formalisée dans un projet médical partagé.

Tous les types de marchés sont traités par la fonction achat du GHT.

A ce titre, depuis le 1er janvier 2018, la fonction achat est mutualisée, faisant du GHT l'échelon pertinent pour la mise en œuvre de la politique et de l'organisation des achats des établissements parties. Ainsi, le CHRU de Tours, désigné comme établissement support, assure la responsabilité de la fonction achat pour l'ensemble des établissements constituant le GHT Touraine Val de Loire :

- le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours
- le Centre Hospitalier Intercommunal d'Amboise Château-Renault,
- le Centre Hospitalier du Chinonais,
- le Centre Hospitalier de Loches,
- le Centre Hospitalier Jean Pages de Luynes,
- le Centre Hospitalier de Sainte Maure de Touraine,
- le Centre Hospitalier Louis Sevestre de la Membrolle sur Choisislle.

Le Centre Hospitalier support détient seul le pouvoir adjudicateur, il assure la passation des marchés pour le GHT, que les procédures concernent ou non l'ensemble des établissements.

En revanche, l'exécution des marchés est prise en charge par chacun des établissements parties pour ce qui le concerne (émission de commandes, vérification du service fait, paiement)

CCP	Procédure n° 2025-GHT-HOTEL-146	Page 4/23
-----	---------------------------------	-----------

II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

ARTICLE 1. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom du pouvoir adjudicateur : **Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours**
Représentant du pouvoir adjudicateur : **Floriane RIVIERE Directrice Générale du CHRU de Tours**
Adresse : **37044 TOURS Cedex 9**
Adresse internet : <http://www.chu-tours.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 2. REFERENTS DU DOSSIER

Référent administratif du dossier : Mme MICHENEAU Laurence
Adresse : CHRU de Tours
Direction des Achats, de la Logistique,
des Approvisionnements, et de la Transition
Écologique
37044 TOURS Cedex 9
Téléphone : 02.47.47.83.93
Courrier électronique : l.micheneau@chu-tours.fr

Référent technique du dossier : M. LEDIEU Eric
Téléphone : 02 47 47 47.05
Courrier électronique : e.ledieu@chu-tours.fr

CH CHINON

Référent administratif : Mme BLANCHET Anita
Adresse : Route de Tours
37500 CHINON
Téléphone : 02 47 93 75 17
Courrier électronique : a.blanchet@ch-chinon.fr

Référent technique du dossier : M. Damien CHEVALIER
Téléphone : 02 47 93 75 67
Courrier électronique : d.chevalier@ch-chinon.fr

CHIC AMBOISE CHATEAU-RENAULT

Référent administratif :

Mme Fanny LOUET-DE-ALBUQUERQUE (acheteur service logistique et travaux)

Adresse :

Rue des Urselines
37400 AMBOISE

Téléphone :

02 47 47 23 33 18

Courrier électronique :

f.dealbuquerque@chicacr.fr

Référent technique du dossier :

M. Patrick KERVENIC

Téléphone :

02 47 23 32 85

Courrier électronique :

pkervennic@chicacr.fr

CH LUYNES

Référent administratif :

M. Thierry BAUDE

Adresse :

CH Jean Pagès – Avenue du Clos Mignot
Service Restauration
37230 LUYNES

Téléphone :

02 47 55 31 38

Courrier électronique :

DSE@chluynes.fr

Référent technique du dossier :

Mme LEBOEUF Lucie (Responsable restauration)

Téléphone :

02 47 55 30 30

Courrier électronique :

lucie.leboeuf@chluynes.fr

CH LOCHES

Référent administratif :

Mme Béatrice HANS

Adresse :

1, Rue du Docteur Paul Martinais
37600 LOCHES

Téléphone :

02 47 91 33 89

Courrier électronique :

beatrice-hans@ch-loches.fr

Référent technique :

M. MADRAGORE Raphaël (Responsable restauration)

Adresse :

EHPAD PUY-GIBAUT – 10 Rue Geneviève
Chaumeny
37600 LOCHES

Téléphone :

02 47 91 32 05

Courrier électronique :

raphael-madragore@ch-loches.fr

CH SAINTE MAURE DE TOURAINE

Référent administratif :

Mme Ludivine PINEAULT

Adresse :

90 avenue du général de Gaulle
37800 SAINTE MAURE DE TOURAINE

Téléphone :

02 47 72 32 047

Courrier électronique :

achats@ch-saintemaure.fr

Référent technique :

Mme Muriel GIRARD (Responsable restauration)

Téléphone :

02 47 72 32 03

Courrier électronique :

muriel.girard@ch-saintemaure.fr

CCP	Procédure n° 2025-GHT-HOTEL-146	Page 6/23
-----	---------------------------------	-----------

III. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les modalités de choix des titulaires et les termes régissant les marchés subséquents qui seront conclus au cours de la période fixée à l'article 5.

Cet accord-cadre a pour objet la fourniture de fruits et légumes 1ère gamme pour l'ensemble des membres de droit du GHT Touraine Val-de-Loire, coordonné par le CHRU de Tours :

- CHRU de TOURS
- CH de CHINON
- CHIC d'AMBOISE CHATEAU-RENAULT
- CH de SAINTE MAURE DE TOURAINE
- CH de LUYNES
- CH de LOCHES

ARTICLE 3. DESCRIPTION DU MARCHÉ

3.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché de services : <input type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Autre :	Catégorie de service :	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

3.2 Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure d'appel d'offre. Elle est soumise aux dispositions des articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

3.3 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre multi attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commandes (Articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique).

Les marchés subséquents prennent la forme d'accord-cadre à bons de commande.

3.4. Montant maximum du marché

N°de lot	Intitulé	Montant maximum HT
1	Fourniture de fruits et légumes standard toute l'année pour le CHRU de TOURS	500 000 €
2	Fourniture de fruits et légumes de saison pour le CHRU de TOURS	400 000 €
3	Fourniture de fruits et légumes standard toute l'année pour le CH de CHINON	84 000 €
4	Fourniture de fruits et légumes de saison pour le CH de CHINON	70 000 €
5	Fourniture de fruits et légumes standard toute l'année pour le CHIC d'AMBOISE CHATEAU-RENAULT	265 000 €
6	Fourniture de fruits et légumes de saison pour le CHIC d'AMBOISE CHATEAU-RENAULT	225 000 €
7	Fourniture de fruits et légumes standard toute l'année pour le CH de SAINTE MAURE DE TOURAINE	62 000 €
8	Fourniture de fruits et légumes de saison pour le CH de SAINTE MAURE DE TOURAINE	53 000 €
9	Fourniture de fruits et légumes standard toute l'année pour le CH de LUYNES	50 000 €
10	Fourniture de fruits et légumes de saison pour le CH de LUYNES	17 000 €
11	Fourniture de fruits et légumes standard pour le CH de LOCHES	73 000 €
12	Fourniture de fruits et légumes de saison pour le CH de LOCHES	620 000 €
TOTAL DU MARCHE HT POUR 4 ANS		2 419 000 €

3.5 Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont les codes :

- 03221000-6 légumes
- 03222000-3 Fruits et fruits à coque.

3.6. Décomposition en lots

Le détail de l'allotissement est précisé à l'annexe 1 du CTP.

Chaque lot donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre.

De manière exceptionnelle, les fournitures objet du présent marché pourront être choisies sur le catalogue du fournisseur. Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché et que le montant consacré chaque année à des achats de fournitures sur catalogue ne pourra dépasser 10% du total du montant annuel des achats réalisés pour le lot considéré.

3.6.1. Termes non couverts par l'accord cadre liés aux caractéristiques du besoin et spécifiés dans les marchés subséquents (pour les lots 1 à 12)

Les termes non couverts par l'accord-cadre qui seront précisés lors de la remise en concurrence sont :

- les quantités
- les dates de livraison attendues
- les jours de consommation souhaités
- la provenance des produits

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE

4.1. Période initiale et reconduction

La durée maximum d'exécution des marchés est de 48 mois comme détaillée ci-dessous :

Le marché débute à compter du 01/01/2026 (ou à compter de la date de notification si postérieure) jusqu'au 31/12/2026.

Le(s) marché(s) pourra (pourront) être reconduit(s) tacitement 3 fois pour une durée de 12 mois soit jusqu'au 31/12/2029.

En cas de non reconduction, le représentant du CHRU de Tours prendra par écrit au plus tard 3 mois avant la fin de la durée du (des) marché(s) une décision de non reconduction.

Le titulaire ne pourra pas s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

4.1.1. Durée des marchés subséquents

La conclusion des marchés subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

4.2. Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution du marché subséquent peut se prolonger au-delà du terme du marché sous réserve que le bon de commande ait été émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES

5.1 .Pièces constitutives de l'accord cadre

Le marché est régi par les pièces contractuelles suivantes :

- 1- l'acte d'engagement et ses annexes, dont le bordereau de prix unitaires
- 2- le présent Cahier des Clauses particulières et ses annexes

CHRU de Tours	CCP n° 2025-GGHT-HOTEL-146	Page 9/23
---------------	----------------------------	-----------

- 3- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- 4- Le mémoire technique du titulaire
- 5- le catalogue

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

5.2. Pièces constitutives des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont régis par les documents contractuels suivants :

- 1 – le bordereau de prix des marchés subséquents selon modèle annexé au présent CCP
- 2 – le Cahier des Clauses Particulières valant accord-cadre et ses 10 annexes
- 3 – le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services

IV. PRIX ET REGLEMENTS

ARTICLE 6. FORME DES PRIX

Le marché est passé à prix unitaires. Les prix unitaires de l'offre sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

ARTICLE 7. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la fourniture, objet des marchés ainsi que tous les frais afférents aux déplacements sur le site du CHRU de Tours et les membres du GHT Touraine Val de Loire adhérant à cette consultation.

Les prix sont franco de port.

Il n'y a pas de frais afférents à des minima de commande que ce soit en quantité ou en valeur.

ARTICLE 8. MODALITES DE REVISION DES PRIX

8.1 Modalités de calcul de la révision

8.1.1. Détermination des prix de l'accord cadre

Les prix de l'accord-cadre constituent les prix plafonds des marchés subséquents.

8.1.2. Détermination des prix des marchés subséquents

Les prix des marchés subséquents sont révisés à chaque remise en concurrence. Une fois fixés, ils sont fermes pendant toute la durée du marché subséquent considéré.

ARTICLE 9. COMMANDES SUR CATALOGUE

Le catalogue fourni par le titulaire doit comprendre le prix public, le taux de remise, le prix remisé.

Le catalogue est demandé par lot et pour la famille de produits concernée par le lot.

Le titulaire pourra faire évoluer le contenu de son catalogue une fois par période de révision. La moyenne d'augmentation du tarif catalogue ne pourra pas excéder la moyenne d'augmentation du lot par période de révision.

ARTICLE 10. AVANCES

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement son souhait de bénéficier de l'avance prévue aux articles R2191-3, R2191-5, R2191-6, R2191-13, R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est remboursée dans les conditions fixées par les articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 11. RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au(x) titulaire(s) du (des) marché(s).

ARTICLE 12. ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE

Le marché donne lieu à des versements de règlements partiels définitifs, dans les conditions fixées ci-après.

Chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement partiel définitif

ARTICLE 13. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

Les factures devront être adressées via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Conformément à l'article R3133-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

CHRU de Tours	CCP n° 2025-GGHT-HOTEL-146	Page 11/23
---------------	----------------------------	------------

- date de la facture ;
- désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- numéro du bon de commande ;
- code d'identification du service en charge du paiement ;
- date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- désignation de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- lieu de livraison
- montant net HT de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- taux et montant de la TVA
- montant net TTC de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- montants nets totaux HT et TTC de la facture

Lors du dépôt de la facture destinée au CHRU de Tours et des membres du GHT sur le portail CHORUS PRO, les éléments ci-dessous devront être pris en compte :

- SIRET : des membres de cette consultation présent sur le bon de commande
- CODE SERVICE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS (exemple : HOTEL, pour le CHU de Tours)
- N° ENGAGEMENT JURIDIQUE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS, au format indiqué (année/code service/numéro de commande)

ARTICLE 14. DELAI DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours à réception de facture.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai court à compter de la date d'admission des fournitures.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément à la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (titre IV) et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues aux titulaires.

ARTICLE 15. TITULAIRE ETRANGER

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire(s) est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 16. NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe le CHRU de Tours par courrier. L'acheteur lui communiquera une copie de l'original du marché, signée par le représentant du pouvoir adjudicateur et revêtue de la mention indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

V. EXECUTION

ARTICLE 17. ÉVOLUTION TECHNIQUE, TECHNOLOGIQUE OU REGLEMENTAIRE

En cas d'évolution technique et/ou technologique de ses matériels durant la période d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer de substituer dans la même gamme, une nouvelle référence à celle retenue au marché, au prix convenu au présent marché.

En cas d'arrêt de fabrication de son (ses) matériel(s) durant la période d'exécution du marché et de commercialisation de produits de remplacement, même de technologie plus avancée, le titulaire s'engage à fournir ce(s) nouveau(x) produit(s) au prix convenu au présent marché.

Le CHRU de Tours reste libre d'accepter ou non cette proposition. En cas d'acceptation, un avenant sera conclu entre les deux parties. Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 18. RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT

Ruptures ponctuelles d'un produit

Dans le cas où le titulaire est dans l'impossibilité de livrer un produit pour cause de rupture ponctuelle chez l'industriel, il doit soumettre, préalablement, toute proposition de substitution de produit pour validation au CHRU de Tours au minimum 72 heures après l'émission du bon de commande.

Il le propose au CHRU de Tours et lui adresse un échantillon et la fiche technique du produit. Le CHRU de Tours donnera ou non son accord pour le remplacement ponctuel du produit. **Le produit de substitution devra impérativement être proposé au même prix unitaire HT que celui objet de la rupture ponctuelle.**

Cette substitution ne peut pas perdurer **au-delà de 3 mois maximum** sauf accord du CHRU de Tours et doit avoir un caractère exceptionnel. Cette substitution doit respecter les conditions initiales du marché et ne doit pas engendrer de modification de prix unitaire.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

Arrêt ou rupture définitive d'un produit

Dans le cas où un produit n'est plus commercialisé, le titulaire propose au CHRU de Tours un produit de remplacement sans modification de prix unitaire au minimum 72 heures après l'émission du bon de commande correspondant.

Il fournit un échantillon et la fiche technique du produit afin que le CHRU de Tours puisse s'assurer que ce produit bénéficie des mêmes caractéristiques que le produit retenu initialement au marché.

En cas d'accord du CHRU de Tours, ce dernier rédigera un avenant.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 19. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDES DANS LE CADRE DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les bons de commande seront signés par un représentant de chacun des établissements adhérents à cette consultation, ayant reçu délégation. Ils émanent de la direction concernée selon les établissements.

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- ✓ la quantité à livrer
- ✓ la date de livraison du bon de commande
- ✓ les lieux de livraison
- ✓ le montant du bon de commande
- ✓ la référence du marché
- ✓ le numéro de la commande
- ✓ la désignation de la fourniture ou de la prestation
- ✓ le prix net unitaire HT

ARTICLE 20. LIVRAISON DES FOURNITURES

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison comportant les quantités et la désignation des produits livrés ainsi que le numéro de commande et le cas échéant le numéro de lot ou de série.

Le titulaire est responsable du transport de ses produits et assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

En cas de quantité manquante à la livraison, le titulaire a l'obligation de prévenir le service qui a passé la commande, de l'indiquer sur le bon de livraison et de mentionner le délai de livraison prévu pour le reste à livrer, et ceci dans les meilleurs délais.

Les livraisons doivent être effectuées impérativement le jour indiqué et aux heures indiquées sur le bon de commande. (Pour toute demande de livraison anticipée, un accord doit être donné par le responsable d'exploitation).

Le bon de livraison doit être visé par un agent du service qui réceptionne la commande.

Livraison aux magasins :

Le titulaire respectera le conditionnement des produits indiqué dans son offre. Tout changement doit se faire en concertation avec le représentant du CHRU de Tours responsable administratif du dossier.

En cas de livraison dont le conditionnement n'est pas conforme et en plus des pénalités prévues au marché, le CHRU de Tours se réserve le droit soit de refuser cette livraison soit de refacturer intégralement au titulaire les coûts de manutention engendrés par la re-palettisation effectuée par les agents du CHRU.

Les livraisons doivent être effectuées impérativement le jour indiqué et aux heures indiquées sur le bon de commande. Pour toute demande de livraison anticipée, un accord doit être donné par le responsable d'exploitation.

Les conditions et modalités de livraison sont indiquées dans les annexes logistiques de chacun des adhérents (annexes 4 à 9 du présent CCP).

Le déchargement de la marchandise est fait par le transporteur, jusqu'au lieu de livraison désigné sur le bon de commande ou la télécopie.

ARTICLE 21. VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

Vérifications quantitatives

Cette vérification consiste à comparer la quantité livrée à la quantité commandée ; celle-ci a lieu au moment de la livraison. Si la quantité fournie n'est pas conforme au bon de commande, le représentant de chaque établissement met le titulaire en demeure d'ajuster la livraison en plus ou en moins dans les plus brefs délais.

Si la quantité fournie est **inférieure** à la quantité commandée, le titulaire s'engage à compléter cette quantité dans un délai n'excédant pas 24 heures. Si la quantité fournie est **supérieure** à la quantité commandée, le titulaire s'engage à reprendre immédiatement cet excédent sans contrepartie.

Vérifications qualitatives

Les établissements procèdent à la vérification qualitative des produits livrés le jour même.

Les produits livrés doivent correspondre au bon de commande. En cas d'inadéquation, la livraison de produits conformes est demandée également le jour même. Lorsque les vérifications qualitatives sont opérées sans observation de la part des établissements le lendemain de la livraison les articles sont considérés comme admis.

Cependant, les articles se révélant défectueux à la mise en service ou en cours d'utilisation feront l'objet d'une demande d'échange.

Décisions du pouvoir adjudicateur

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS par le représentant du pouvoir adjudicateur ou une autre personne qu'il aura désignée à cet effet.

ARTICLE 22. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions prévues aux articles 34 à 37 du CCAG-FCS s'appliquent.

ARTICLE 23. GARANTIE

La durée de garantie ne pourra pas être inférieure à celle prévue à l'article 33 du CCAG-FCS. Elle est précisée dans l'offre du titulaire.

ARTICLE 24. EXECUTION COMPLEMENTAIRE

Conformément aux articles R2122-4 du code de la commande publique, un marché pourra être passé pour la réalisation des prestations complémentaires ou similaires à celles du présent marché.

ARTICLE 25. CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Tours, avant toute nouvelle facturation, de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- son adresse bancaire...

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le CHRU de Tours ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un avenant.

ARTICLE 26. ASSURANCE

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il encourt en cas de dommages

occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le CHRU de Tours en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 27. DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il a accès dans le cadre du présent marché. Il s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, **le marché pourra être résilié pour faute.**

ARTICLE 28. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Les pommes poires sont obligatoirement en HVE sauf pendant les mois de juin, juillet et août où l'on attend la prochaine récolte.

VI. DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 29. PENALITES

Les pénalités dues par le titulaire sont exigibles si, à l'expiration des délais contractuels, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le CHRU de Tours ou en cas de manquement du CHRU de Tours à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

Les pénalités sont calculées par l'application de la formule suivante :

$$P = V * R / 200$$

Où :

- ✓ P désigne le montant des pénalités
- ✓ V désigne la valeur des prestations non entièrement réalisées ou souffrant d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés
- ✓ R le nombre de jours de retard par rapport au délai contractuel

Si la date de livraison ne peut pas être respectée, le titulaire doit en informer la Direction ayant effectué la commande pour fixer une nouvelle date de livraison. Les établissements se réservent le droit de refuser cette nouvelle date de livraison.

La date de référence sera la date de livraison initialement prévue ou celle reconduite.

Les livraisons partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

Pénalités pour mauvaise exécution

Dans le cas de palettisation défectueuse récurrente (agencement non étudié des produits, risque de gerbage ...) ou dans le cas de protection insuffisante des produits (défaut d'emballage, produits écrasés ...), une pénalité forfaitaire de 50 euros TTC pourra être appliquée par livraison par le pouvoir adjudicateur.

Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché (non-conformité des factures ou des bons de livraison, changements de référence sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, ...), une pénalité forfaitaire de 50 euros TTC pourra être appliquée par le pouvoir adjudicateur.

Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

ARTICLE 30. RESILIATION DU MARCHE

30.1 Motifs de résiliation

Le CHRU de Tours peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 39 à 42 du CCAG-FCS.

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations, objet du marché.

En complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché dans le cas où la demande de révision des prix faite par le(s) titulaire(s) dépasse le pourcentage indiqué dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Enfin, le CHRU de Tours pourra également mettre fin à l'accord-cadre en cas d'absence de réponse aux marchés subséquents 3 fois consécutives.

30.2 Indemnité de résiliation

Le décompte de résiliation est arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire dans les conditions fixées à l'article 43 du CCAG-FCS.

L'accord-cadre étant passé sans minimum, la résiliation n'ouvre pas droit à indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 31. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

31.1. En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de son impossibilité de livraison ainsi que la date de reprise de livraison : à défaut, le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

31.2. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

ARTICLE 32. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché.

VII. DEROGATIONS AU CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé	Objet
Article 4.1	Article 13.1.1	Début du délai d'exécution différent de la date de notification
Article 21	Article 28.2	Vérifications qualitatives
Article 29	Article 14	Pénalités
Article 33.2	Article 40	Autre cas de résiliation de marché
Article 30.2	Article 14.1	Indemnité de résiliation
Article 31	Article 45	Exécution aux frais et risques

VIII – CLAUSES TECHNIQUES

Les produits doivent être, à la date de leur livraison, conformes aux normes en vigueur, notamment :

- les différents textes réglementaires et leurs textes d'application, et tout autre texte en vigueur se rapportant à l'objet du marché, notamment les normes de la Communauté Européenne ;
- aux lois, décrets et arrêtés, tels que répertoriés dans les brochures 1346-1 et 1346-2 de la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes relative à la réglementation communautaire des fruits et légumes ;
- aux textes communautaires définissant les normes de qualité CEE pour certains produits de grande consommation ;
- aux spécifications techniques du GEMRCN, et notamment le guide de l'achat public de fruits, légumes et pommes de terre à l'état frais de juillet 2015 V.02 du GEMRCN;
- aux normes homologuées ou enregistrées de l'AFNOR ;
- à l'arrêté du 03 mars 1997 relatif au commerce de pommes de terre de primeur et de conservation ;
- ainsi qu'à toutes les normes et spécifications techniques en vigueur au moment de l'exécution du marché.
- Catégorie et calibre

Les catégories et calibres demandés pour chaque produit sont listés dans l'annexe 1 du CCP.

Les produits doivent être livrés en lots homogènes, de même provenance, constitués d'une seule variété, et en particulier, les fruits sont d'un même calibre.

Une vérification des calibres sera faite à chaque réception et si plus de 10% de l'échantillonnage ne correspond pas au calibre demandé la livraison pourra être refusée.

- Maturité

Les fruits sont de première fraîcheur et de maturité suffisante, sans acidité excessive. Pour chaque livraison, les fruits et légumes d'une même espèce doivent présenter les mêmes degrés de fraîcheur et de maturité.

- Tolérance

La présence dans chaque lot de produits ne satisfaisant pas aux exigences de qualité est admise dans la limite d'une tolérance de 10% en nombre ou en poids. Dans le cadre de cette tolérance, les produits atteints de dégradation sont limités à 2% au total.

Cette tolérance ne s'applique pas cependant aux produits atteints de pourriture ou de toute autre altération qui les rendrait impropre à la consommation.

EMBALLAGES

CHRU de Tours	CCP n° 2025-GGHT-HOTEL-146	Page 21/23
---------------	----------------------------	------------

Les fruits et légumes sont livrés dans leur emballage d'origine, aux normes françaises et comportant le marquage normalisé. Les étiquettes sont d'origine, sans aucune rectification, ni surcharge.

Le conditionnement doit être conforme à la réglementation et conçu de telle sorte que les denrées ne puissent être abîmées pendant les opérations de transport et de déchargement.

Un lot déterminé de produits constituant une même livraison doit être composé de colis homogènes appartenant au même type d'emballage et de même capacité, afin de permettre une appréciation rapide et objective de la quantité de la marchandise livrée.

La partie apparente du colis doit être représentative de l'ensemble.

Les emballages et matériaux de conditionnement utilisés doivent être inertes, c'est-à-dire qu'ils ne doivent céder aucune quantité d'éléments provenant de leurs constituants susceptibles de modifier anormalement la composition de l'aliment, et notamment d'en altérer les caractéristiques organoleptiques ou de communiquer une odeur particulière (odeur de résine ou de moisi, par exemple).

Les soumissionnaires peuvent proposer des conditionnements réutilisables **en bon état de propreté**, le roulement sera fait tout au cours de la durée du marché par rotation du nombre de livraisons par semaine.

ETIQUETAGE ET MARQUAGE

Chaque colis doit porter un étiquetage complet. Le marquage doit être indiqué en caractères lisibles et visibles sur l'un des côtés de l'emballage, soit par impression directe indélébile, soit au moyen d'une étiquette intégrée ou solidement fixée sur le colis.

Les mentions obligatoires d'étiquetage sur les colis sont les suivantes :

- Nature du produit
- Nom de la variété
- Origine du produit
- Catégorie de classement, lorsqu'elle existe
- Calibre, le cas échéant
- Identification de l'emballeur ou de l'expéditeur
- Identification du lot (il s'agit le plus souvent du jour de conditionnement)
- Nombre de fruits contenus

La couleur de l'étiquette doit correspondre à celle fixée pour la catégorie considérée de classement :

- rouge : extra
- vert : catégorie I
- jaune : catégorie II

Dans tous les cas, les produits ayant fait l'objet d'un traitement chimique de conservation après récolte (agrumes, bananes, pommes, poires, oignons, etc), doivent porter, sur une face extérieure des emballages, le traitement utilisé.

Pour déroger à ces règles, la commande doit porter sur des quantités inférieures à un colis normal, et dans ce cas, les mentions d'étiquetage obligatoires doivent être détaillées pour chacun des produits et portées :

- soit sur le conditionnement lui-même ;
- soit sur le bordereau de livraison qui accompagne la marchandise.

TRANSPORT

Le titulaire du marché est responsable des produits jusqu'à l'acceptation de la livraison dans les différents sites, sous réserve de vices cachés pouvant être décelés ultérieurement et imputables au produit.

Les produits doivent être transportés dans des véhicules correctement équipés, réfrigérés entre 6° et 10° pour les fruits et légumes frais, parfaitement propres, équipés de manière à éviter toute souillure ou altération de la marchandise devant être livrée.

Le personnel préposé aux transports et aux manutentions doit observer les règles de propreté concernant les mains et les vêtements notamment.